

Budget de la Caisse de Prévoyance

Exercice 1943

C.A. 20. 1.43 25 VIII

20 janvier 1943

4522

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 20 janvier 1943

QUESTION VIII - Budget de la Caisse de Prévoyance pour
l'exercice 1943

P.V. (p.4)

M. LE PRESIDENT expose qu'en application du Règlement de la Caisse de Prévoyance, le Conseil est appelé à approuver le budget de cette Caisse pour l'exercice 1943.

Ce budget est conforme aux prévisions qui avaient servi de base aux propositions de relèvement des cotisations auxquelles le Conseil a donné son accord le 13 janvier et qui seront appliquées à compter du 1er janvier.

Il a été fait état de ce relèvement dans le calcul des recettes, qui s'élèveraient à 289,3 M. Les dépenses, compte tenu de l'élévation du taux de morbidité et de l'augmentation des prix, sont évaluées à 275,4 M. Ainsi serait assuré un excédent de 13,9 M. permettant de faire face aux allocations de Colonies de Vacances - lesquelles ont atteint 9,5 M. en 1942 - et aux imprévus.

Après échange de vues auquel prennent part M. ZAFFREYA, M. de TARDE, M. LIAUD et M. LE BESNERAIS, le Conseil approuve le budget de la Caisse de Prévoyance pour l'exercice 1943.

Steno (p.25)

M. LE PRESIDENT. - Conformément au Règlement de la Caisse de Prévoyance, il vous est soumis, pour approbation, le budget de cette Caisse pour l'exercice 1943. Les résultats approximatifs de l'exercice 1943 font ressortir des recettes de 289,3 M. et des dépenses de 275,4 M., soit un déficit probable de 13,9 M. Les évaluations budgétaires qui vous sont soumises pour l'exercice 1943 et qui font état du relèvement des cotisations que vous avez décidé au cours de votre dernière séance, font ressortir des recettes s'élevant à 289,3 M. et des dépenses de 275,4 M., soit un

....

excédent probable de 15,2 M., absorbé à concurrence de 5,5 M.

Enfin, l'augmentation des dépenses de vacances. La majoration des dépenses, ainsi que je vous l'ai indiquée au cours de notre dernière séance, est également justifiée par deux considérations : d'une part, l'augmentation générale des frais (consommations, médicaments, opérations chirurgicales), d'autre part, une certaine augmentation de la morbidité évaluée dans l'ensemble à 5 M., d'après les derniers mois de l'année, par rapport à l'année précédente. Par conséquent, ce budget ne paraît pas exposer d'objections particulières.

M. de LAURE.

Le chiffre de 5 M. ne traduit pas exclusivement l'augmentation de la morbidité; il correspond également, dans une mesure qu'il est difficile de chiffrer, à la consommation plus appropriée qu'ont les agents des droits que leur donne leur affiliation à la caisse.

M. LE PRÉSIDENT.

On constate néanmoins une augmentation des dépenses sans toutes les rubriques qui indiquent une augmentation de la morbidité et une baisse pour deux autres rubriques intéressant la natalité et les allocations de naissance.

M. LEBLANC.

Peut-être vous paraît-il indiquer qu'en est la demande qui a été présentée au Ministère des Finances, en vue d'arrêter les retraites à la caisse de prévoyance ?

M. LE PRÉSIDENT.

La question n'est pas encore réglée. Nous avons étudié la question, qui est prise à titre nominale au budget, mais nous avons pensé qu'il était préférable, avant de le faire, d'aborder les deux situations intermédiaires, c'est-à-dire le Ministère d'Etat aux Communications et le Ministère d'Etat aux Finances. On ne s'a pas encore rendu compte des résultats de ces démarches.

M. LE PRÉSIDENT. - Le Ministère d'Etat aux Communications vient de nous faire savoir qu'il est d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. - Le Ministre des Finances ne nous a pas encore fait part de son accord.

La question n'est donc pas encore entièrement au point. Elle sera examinée dans une prochaine séance.

Le Conseil approuve le budget de la Caisse de Prévoyance pour l'exercice 1943.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 20 janvier 1943

VIII - Budget de la Caisse de Prévoyance
pour l'exercice 1943.-

Prés.

Le Président.

Le Secrétaire.

Secrét.

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

10 janvier 1943

Budget de la Caisse de Prévoyance
pour l'exercice 1943

Les dispositions du Règlement de la Caisse de Prévoyance prévoient qu'il appartient au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. d'approuver le budget de ladite Caisse.

Le présent budget pour 1943 a été arrêté par le Conseil d'Administration de la Caisse dans sa séance du 15 janvier et il est proposé de l'approuver.

Ce budget est conforme aux prévisions qui avaient servi de base aux propositions de relèvement des cotisations auxquelles le Conseil a donné son accord le 13 janvier et qui seront appliquées à compter du 1er janvier. Il a été fait état de ce relèvement dans le calcul des recettes.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

NOTE JUSTIFICATIVE DES DEPENSES DE LA CAISSE
DE PREVOYANCE pour 1943.

1° - Consultations et visites, actes de pratique médicale courante, déplacements des praticiens.

Il a été prévu une augmentation de 8 M.4 vis-à-vis des résultats approximatifs de l'exercice 1942, et de 6 M.5 vis-à-vis des évaluations d'octobre 1942.

Cette augmentation tient compte, pour la plus large part (6 M.5) du relèvement qui vient d'avoir lieu, avec effet du 1er Janvier 1943, des tarifs des consultations médicales (17 % environ) ainsi que du relèvement des frais de déplacement des médecins (60 %).

Le surplus tient compte de l'accroissement continu du nombre des demandes de remboursement.

La moyenne mensuelle de ce nombre qui s'établit pour l'année à 73.600, passe à 79.000 pour les trois derniers mois, soit une augmentation de plus de 8 % correspondant à une dépense supplémentaire de l'ordre de 2 M.; cette augmentation ne peut être considérée comme consécutive à un accroissement saisonnier de la morbidité puisque, à la même époque de 1941, la moyenne mensuelle des demandes n'était que de 66.000.

2° - Médicaments, analyses et recherches biologiques.

Il est prévu sur ce chapitre une dépense de 67 M.5, au lieu de 62 M.8 pour les résultats approximatifs de l'exercice 1942, et de 63 M.9 pour l'évaluation d'octobre 1942.

L'augmentation prévue en octobre est le résultat du jeu, pour une année entière, du relèvement des prix des produits magistraux qui a eu lieu au mois d'août (nouveau tarif interministériel).

En outre, le relèvement de 8 % de la morbidité qui risque, pour les agents, de s'amplifier en raison de l'augmentation de la durée de travail conduirait à un nouvel accroissement de 5 M.1 environ, mais ce chiffre a été réduit de 1 M.5 pour tenir compte d'un abattement de 5 % des dépenses de médicaments (31 M.5 en 1942) relatives au personnel lui-même, abattement qui peut être escompté comme conséquence du contrôle institué à cet égard à partir de 1943.

3° - Soins et prothèse dentaires.

La dépense prévue passe de 14 M.2 à 15 M.5.

Cette augmentation paraît justifiée par le développement des soins dentaires (décalcification). Le chiffre de 15 M.5 est celui qui avait déjà été envisagé au mois d'octobre.

4° - Auxiliaires médicaux.

Le chiffre approximatif de 1942 est de 1 M.4. Il avait été prévu 1 M.8 au mois d'octobre, en raison de l'augmentation du tarif, à partir du 1er avril 1942, et de l'accroissement du nombre des demandes de remboursement; il a paru justifié de majorer ce chiffre de 200.000 frs en raison de l'accroissement probable de la morbidité.

5° - Frais de séjour et honoraires dans les hôpitaux et cliniques.

Le chiffre nouvellement prévu est de 61 M.5 contre 48 M.2 pour les résultats approximatifs de 1942 et 45 M.5 pour les évaluations faites au 1er octobre.

Le nouveau chiffre est justifié du fait :

- a) du relèvement général (25 %) à partir du 1er janvier 1943 du tarif des interventions chirurgicales ;
- b) du prix de journée qui augmente dans une proportion identique depuis le 1er octobre 1942.

Enfin, l'accroissement de la morbidité, quoique moins marqué en matière de chirurgie, doit cependant être retenue (par exemple multiplication des cas de hernies).

6° - Frais de séjour en asiles, maisons de santé, sanatoria, préventoria.

Il est prévu 21 M. contre 17 M.3 pour les résultats approximatifs de 1942 et 17 M.1 pour les évaluations faites au mois d'octobre.

Ce relèvement tient compte des augmentations du prix de journée qui sont intervenues depuis le 1er octobre 1942 et qui, bien qu'inférieures à celles qui s'appliquent aux hôpitaux et cliniques, n'en sont pas moins importantes (environ 20 %).

7° - Opérations chirurgicales au domicile du malade ou au cabinet du praticien.

Il est prévu 9 M. contre 7 M.4.

La majoration prévue en octobre était la conséquence du relèvement du tarif des honoraires chirurgicaux (chiffre clé passant de 15 à 20).

La nouvelle majoration correspond au relèvement dudit chiffre qui est passé le 1er janvier 1943 de 20 à 25.

Ces augmentations devraient porter la dépense à 10 M., mais il est à noter que le nombre des interventions à domicile diminue (10 % environ).

8° - Prothèse, orthopédie, optique.

Il est prévu 4 M.5 contre 3 M.8 pour les résultats approximatifs de 1942 et 4 M.2 pour l'évaluation d'octobre 1942.

La majoration de 300.000 frs provient de l'augmentation toute récente (valable du 1er octobre 1942) du tarif pharmaceutique interministériel.

9° - Cures de convalescence, thermales et balnéaires.

Sur ce chapitre, les prévisions budgétaires ont été ramenées de 3 M.5 à 3 M. pour tenir compte du désir du Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance de voir réduire le nombre des prises en charge.

10° - Maternité.

Le chiffre prévu de 28 M.5 est le même qu'en octobre 1942. (Aucune majoration du tarif de remboursement, légère diminution du nombre des naissances).

11° - Allocations de naissance.

Le chiffre est également le même qu'en octobre 1942.

12° - Allocations de décès.

Le chiffre prévu est également le même qu'en octobre 1942.

La diminution du nombre des décès constatée en 1942 (environ 10 %) compense en partie l'augmentation du montant des allocations résultant du relèvement des salaires.

13° - Amortissement des dépenses d'établissement.

Sans changement vis-à-vis d'octobre 1942.

14° - Frais de gestion.

La dépense prévue est de 9 M.5 contre 9 M. de résultats approximatifs de l'exercice 1942 et 9 M.1 de prévisions d'octobre 1942.

L'augmentation tient compte de la majoration de l'indemnité spéciale temporaire au 1er janvier 1943.

P R O J E T

de

BUDGET DE L'EXERCICE 1943

et

COMPARAISON AVEC LES RESULTATS APPROXIMATIFS DE

L' EXERCICE 1942

A - RECETTES :

1) Cotisations	{ des affiliés .....	.....
	{ de la S.N.C.F. (13/12 ^e de la cotisation des affiliés) .....	.....
2) Revenu des placements de fonds .....		.....
	TOTAL .....	.....

B - DEPENSES :

1) Prestations :	
a) Consultations et visites, actes de pratique médicale courante, déplacements de praticiens .....	.....
b) Médicaments, analyses et recherches biologiques .....	.....
c) Soins et prothèse dentaires .....	.....
d) Auxiliaires médicaux .....	.....
e) Frais de séjour et honoraires dans les hôpitaux et cliniques .....	.....
f) Frais de séjour en asiles, maisons de santé, sanatoriums et préventoriums .....	.....
g) Opérations chirurgicales au domicile du malade ou au cabinet du praticien .....	.....
h) Prothèse, orthopédie, optique .....	.....
i) Cures de convalescence, thermales et balnéaires .....	.....
j) Maternité (consultations prénatales et postnatales, allocations d'accouchement au domicile ou prise en charge des frais à l'hôpital et en maternité agréée, primes d'allaitement et bons de lait) .....	.....
k) Allocations de naissance .....	.....
l) Allocations de décès .....	.....
2) Amortissement des dépenses d'établissement .....	.....
3) Frais de gestion .....	.....
Excédent (+) ou déficit (-) .....	.....
TOTAL .....	.....

Résultats approximatifs de l'exercice 1942	Budget de 1943	
	évaluation du 1 ^{er} octobre 1942	évaluation du 1 ^{er} janvier 1943
101 M. 109 , 4 4 , 7 215 , 1	115 M. 124 , 5 3 , 5 243 , -	137 M. 4 148 , 9 3 , - 289 , 3
26 M. 6 62 , 8 14 , 2 1 , 4 48 , 2 17 , 3 6 , - 3 , 8 3 , 3 28 , 8 9 , 6 7 , 3 229 , 3 0 , 4 9 , - - 23 , 6 215 , 1	28 M. 5 63 , 9 15 , 5 1 , 8 45 , 5 17 , 1 7 , 4 4 , 2 2 , 7 28 , 5 9 , 6 8 , 3 233 , - 0 , 5 9 , 1 + 0 , 4 243 , -	35 M. 67 , 5 15 , 5 2 , - 61 , 5 21 , - 9 , - 4 , 5 3 , - 28 , 5 9 , 6 8 , 3 265 , 4 0 , 5 9 , 5 + 13 , 9 289 , 3

(1) Sous réserve d'une variation éventuelle de la provision pour dépenses mandatées mais non payées.